

et qu'ils s'efforçaient, je suppose, de le résoudre de leur mieux. Il est même à leur honneur, monsieur l'Orateur, qu'ils aient attaché, semble-t-il, beaucoup plus d'importance que le Gouvernement actuel aux symptômes de décadence économique qui se manifestaient.

Nous savons évidemment que le Gouvernement n'était pas composé à cette époque de géants intellectuels du calibre de ceux qui occupent les banquettes ministérielles aujourd'hui. Néanmoins, des hommes politiques même de faible calibre comme feu M. Mackenzie King, feu le vicomte Bennett et leurs collègues (ils possédaient certes une certaine stature politique) ont été incapables de faire quoi que ce soit au sujet de ce problème, bien qu'ils aient au moins admis que le problème existait. Aujourd'hui, les porte-parole du Gouvernement (parmi eux, le principal est le premier ministre suppléant) ne veulent nullement admettre que la situation est grave dans le pays.

Hier soir, j'ai cité des chiffres qu'a fournis la maison Dun et Bradstreet. Cet après-midi, je mentionnerai des chiffres que fournit le Bureau fédéral de la statistique. A la vérité, je crois qu'il serait utile au premier ministre suppléant d'en prendre connaissance. Voici un tableau indiquant les faillites commerciales au Canada, incluant l'actif et le passif pour le troisième trimestre de 1953 et les comparant à ceux du troisième trimestre d'autres années. Étant donné les points de comparaison indiqués, ces chiffres sont très intéressants, car ils font voir exactement ce qui se produit dans notre économie. Ces données remontent même jusqu'à 1929. Au cours du troisième trimestre de cette année-là, le passif total, dans le cas des faillites commerciales, s'établissait à \$9,300,000. Nous constatons que la situation s'était quelque peu améliorée en 1932, alors que le chiffre n'était que de \$8,791,000. En 1939, année où évidemment nous entrions en guerre, alors que, grâce aux dépenses à des fins de guerre, nous émergions rapidement de la crise économique, le montant relatif aux faillites n'était que de \$3,789,000. Cinq ans plus tard, en 1944,—vers la fin de la guerre,—le passif au titre des faillites commerciales était seulement de trois quarts de million de dollars. Mais depuis lors les chiffres n'ont cessé de s'accroître. Le passif s'est établi à deux millions et demi en 1947, à \$4,139,000 en 1948, à \$5,798,000 en 1950, à \$6,469,000 en 1951, à \$6,750,000 en 1952 et à \$8,074,000 au cours du troisième trimestre de 1953.

Nous avons là, sans aucun doute, une preuve évidente qu'il y a quelque chose de radicalement défectueux dans notre économie, quelque chose auquel on ne remédiera pas uniquement en poussant de joyeux cris d'optimisme,

[M. Cameron (Nanaïmo).]

quelque chose que devraient étudier tous les gens haut placés, surtout ceux qui détiennent le pouvoir.

J'ai été particulièrement impressionné par les observations du premier ministre suppléant car,—je le dis en toute sincérité,—elles émanent d'un homme très compétent.

Des voix: Bravo!

M. Cameron (Nanaïmo): Oh! oui, vous faites bien, de l'autre côté, de frapper sur vos pupitres, car, monsieur l'Orateur, il y a une foule de médiocrités, de nullités et de parfaits *minus habens* politiques qui ont eu accès au pouvoir grâce à l'influence du très compétent premier ministre suppléant. Je crains bien que lorsqu'il disparaîtra de la scène, d'autres en feront autant. Cependant, je le répète, cet esprit d'optimisme venant d'un homme de la compétence du premier ministre suppléant donne à réfléchir. S'il s'agissait d'un homme stupide, ou ignorant, ou d'un homme sans expérience, nous accueillerions sa déclaration avec un haussement d'épaules. Mais sachant quelle sorte d'homme il est; sachant le travail qu'il a accompli durant la guerre, alors que c'est pour une très grande part grâce à son énergie, à ses travaux, à ses talents d'organisateur que nous sommes sortis de la crise économique, ainsi qu'en font foi les chiffres que j'ai cités, sachant cela, nous sommes en droit de nous attendre qu'au moment où nous faisons face à un autre grave problème, l'honorable député consente à s'occuper du problème et à en chercher la solution au lieu de tenter de nous convaincre qu'il n'existe pas de problème. De fait, monsieur l'Orateur, lorsque j'entends l'honorable député exprimer ces prédictions optimistes, cela me rappelle ce fameux médecin,—quelques-uns des députés de mon âge se souviendront de lui, je veux parler du docteur Coué,—qui prétendait résoudre tous les problèmes tout simplement en conseillant de se répéter inlassablement à soi-même et à son entourage, cette simple formule: "Chaque jour et à tous les points de vue, les choses s'améliorent." Évidemment, elles ne s'amélioraient pas. La méthode du docteur Coué a connu une grande vogue aux jours sombres de la crise. Depuis lors, il est disparu de la scène à moins, évidemment, monsieur l'Orateur, que nous découvriions maintenant ce qu'est devenu le docteur Coué, c'est-à-dire qu'il est devenu premier ministre suppléant du Canada.

Monsieur l'Orateur, quand je vois cet homme envers qui le Canada a contracté une très forte dette,—il se rend compte, je l'espère, que je parle en toute sincérité,—je me demande pourquoi nous ne pouvons faire aujourd'hui appel à ses services pour résoudre